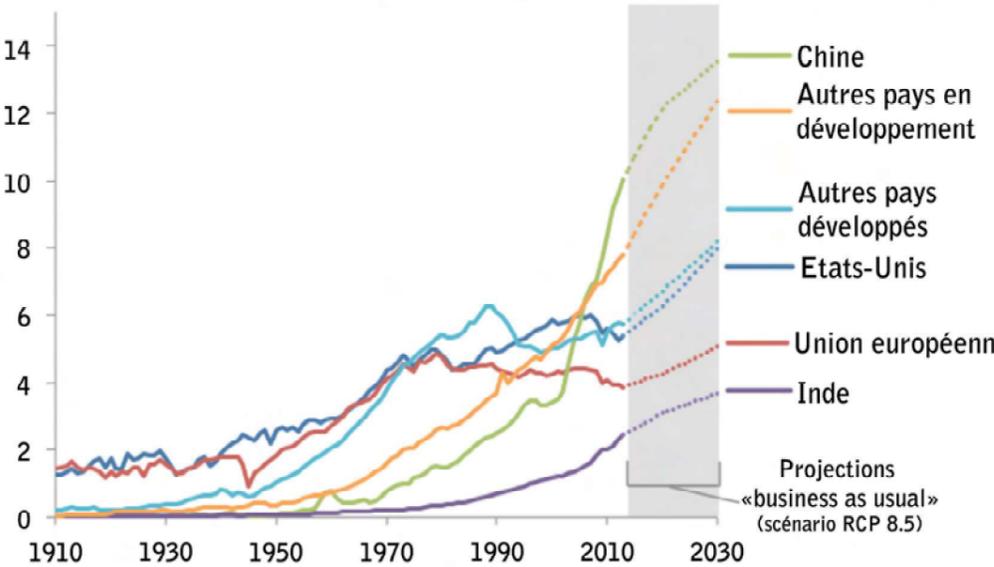


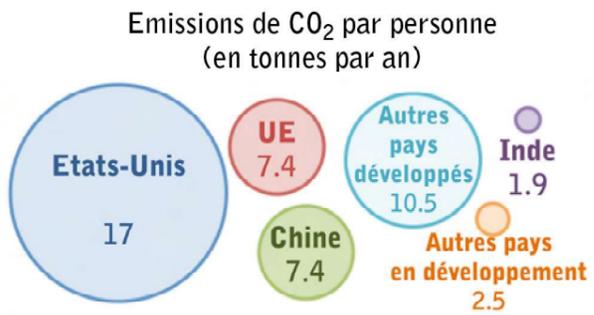
Emissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et ciment (en milliards de tonnes par an)



Environ 3/4 du CO₂ émis par la combustion d'énergies fossiles, depuis le début de la révolution industrielle, provient des pays développés et plus de la moitié est postérieur à 1970.

La Suède, pour réduire sa dépendance au pétrole, a su maintenir une réduction de ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

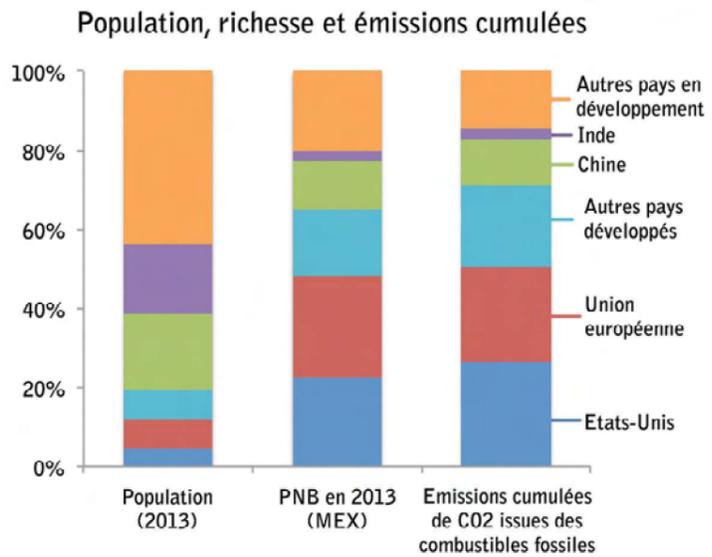
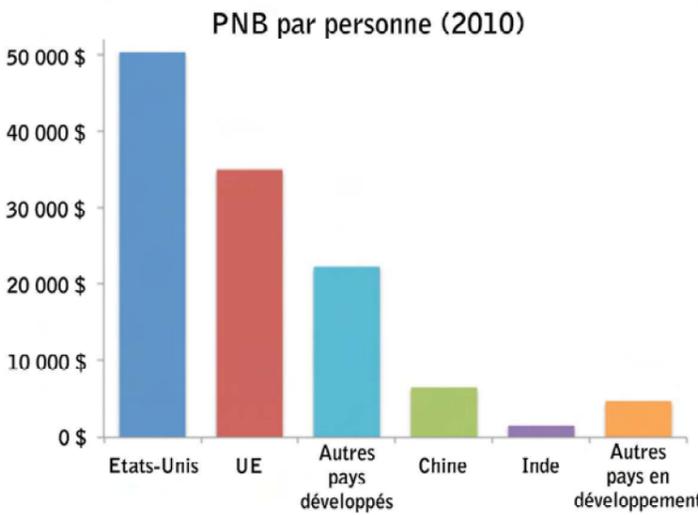
Emissions de dioxyde de carbone (CO₂), principalement issues des combustibles fossiles, pour chaque région de 1910 à 2013 (lignes continues), ainsi que leurs projections jusqu'en 2030.



Les émissions en CO₂ par personne aux Etats-Unis, dans l'UE et dans les autres pays développés sont bien plus importantes que les émissions dans les pays en développement (en Inde et dans les autres pays en développement). Avec moins de 5% de la population mondiale, les Etats-Unis génèrent, à eux seuls, 15% des émissions mondiales.

Le PNB par personne aux Etats-Unis est respectivement plus de 7,5 fois et 35 fois supérieur à celui de la Chine et de l'Inde.

La Chine, l'Inde et les autres pays en développement abritent 81% de la population mondiale, mais ne représentent seulement que 35% des richesses et 29% des émissions cumulées.



Richesses des différentes régions mesurées à travers leur PNB par personne en 2013 (en \$ 2010 MEX/an)

Répartition de la population mondiale, du PNB (2013) et des émissions cumulées de 1850 à 2013 pour toutes les régions.



CONFÉRENCE DES PARTIES



MANDAT DE L'INDE POUR SON ÉQUIPE DE NÉGOCIATEURS

Négociations du .../.../.....
Musée des Confluences Lyon, France

Objectifs: Depuis la signature du Protocole de Kyoto en 1997, nos gouvernements cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique à l'échelle de la planète. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la Conférence des Parties des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la COP21 à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels (date de référence 1990).

Aujourd'hui en 2018, nous devons donc décider :

- Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine et des pays en développement augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, de réduire nos émissions en gaz à effet de serre :
Quel sera notre pourcentage de réduction :% ?
A partir de quelle échéance : ?
- Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.
- De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Financement pour le climat qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Briefing des objectifs des négociations

Vous dirigez la délégation indienne aux prochaines négociations sur le changement climatique.

Contexte : Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Notre principal objectif est d'améliorer le niveau de vie des Indiens, qui est bien en deçà de celui des pays développés ainsi que de la Chine.

Opinion publique indienne : Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, la nourriture, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. **Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir un accord pour en résoudre les risques associés. Faire reculer la pauvreté est notre première priorité.**

Politiques nationales : En 2015, nous nous sommes engagés auprès de l'ONU à réduire notre intensité carbone (émissions de CO₂ par rapport au PIB) de 33% à 35% d'ici 2030 par rapport au niveau de 2005, sous condition d'aides internationales. Nous devons encore nous engager à d'importantes réductions d'émissions et nous sommes préoccupés par la pression croissante exercée sur notre pays alors que nous devons sortir de la pauvreté une large part de notre population. Le développement des énergies propres en vue de limiter les émissions de GES offrira d'autres bénéfices comme celui d'améliorer la qualité de l'air et de fournir de l'électricité dans des régions d'Inde reculées que le réseau électrique traditionnel ne peut atteindre. Prendre davantage l'initiative dans la lutte contre le changement climatique peut aussi avoir, pour l'Inde, des bénéfices en termes politiques. **Cependant, nous devons défendre notre droit à nous développer et à sortir notre population de la pauvreté. Nous sommes prêts à prendre notre part de responsabilité, mais les pays riches de la planète doivent s'accorder sur des actions significatives, à la hauteur de leurs contributions passées à ce problème. Nous ne paierons pas le prix de leurs émissions passées.**

Forêts et utilisation des terres: Nous avons aussi l'opportunité de limiter nos émissions de GES à travers le programme REDD (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts). Les pays en voie de développement, dont l'Inde, possèdent les principales forêts tropicales et, malheureusement la déforestation y est forte. **Les programmes pour protéger les forêts peuvent réduire notre contribution aux émissions en CO₂ et peuvent être financés par les pays riches.**

Contexte international :

- Les nations développées nous pousseront à réduire nos émissions car notre population excède un milliard d'habitants mais aussi parce que notre économie et nos émissions en GES croissent plus rapidement que les leurs. Cependant, le taux d'émission par personne dans ces pays est bien plus élevé que le nôtre (le taux d'émission par personne aux Etats-Unis est 9 fois plus important qu'en Inde !) Ainsi, tout accord pour limiter le changement climatique qui ferait peser sur nous le plus grand fardeau n'est pas acceptable.

- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons enfin aujourd'hui. Ils pensent qu'ils peuvent utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits et restreindre notre grandissante influence diplomatique et militaire à travers le monde.
- **Les pays développés sont les responsables de la crise climatique et doivent prendre la responsabilité de leurs actions passées. Ces pays ont utilisé les énergies fossiles pour construire leurs économies et enrichir leurs populations, en exploitant souvent nos ressources naturelles. Les pays développés vont demander que nous diminuions nos émissions avant que notre population puisse avoir une chance d'atteindre le niveau de développement économique dont ils jouissent aujourd'hui.**

Au verso de cette page, vous trouverez les données qui vous seront utiles dans vos négociations. Bonne chance !